

21 avril 2008



La fermeture de la Golden Brand, de Crocs... et de Cari-All Il faut jouer dur avec les durs

En mars, la compagnie Golden Brand, filiale depuis 1998 de la compagnie étasunienne The Men's Wearhouse, annonçait la fermeture définitive de son usine de Montréal congédiant 540 travailleuses, dont 80% de femmes souvent monoparentales, provenant de 21 nationalités. En avril, la compagnie Crocs de Québec, autre filiale étasunienne de fraîche date, fermait son usine de fabrication de sandales mettant 350 à 600 personnes — le chiffre varie selon les sources — à pied dont environ un tiers de néo-Québécoises. Pour ces deux compagnies, c'était la phase finale de congédiements d'usines qui avaient compté respectivement il y a quelques années plus de mille ou près de mille travailleuses.

Faut-il pour autant blâmer l'impérialisme étasunien ou les salariées des pays à bas salaire puisque la production de ces deux usines y sera transférée ? En janvier dernier, la compagnie montréalaise Cari-All, propriété à 85% de la Caisse de dépôts et de placement et du Fonds de retraite des enseignants de l'Ontario (Teachers) fermait son usine montréalaise (200 travailleurs plus 200 sur la liste de rappel) pour transférer la production en Caroline du Nord ! Cette fois-là, c'est la hausse du huard qui sert de prétexte. Il ne faut pas être dupe de la tactique capitaliste d'opposer les travailleurs entre eux, au sein du Nord comme du Sud, du Nord à ceux du Sud et même au sein d'une même transnationale. Ces fermetures ne sont que la partie visible de l'iceberg. Selon Radio-Canada, « *[quelque 130 000 emplois ont été perdu dans le secteur manufacturier en 2007 au Canada. Il s'agissait d'une augmentation de 200 % par rapport à 2006.]* » Comme quoi, la crise a bel et bien débuté dans le secteur manufacturier malgré qu'elle soit encore masquée par la bonne tenue de la consommation intérieure et l'exportation des ressources dont surtout le pétrole albertain.

Ce qui frappe l'imagination c'est à quel point ces deux entreprises sont des « *success stories* » de rentabilité et de croissance, particulièrement Crocs. De toute évidence, il faut une rentabilité néolibérale au capital financier. De publier à la une Le Devoir du 16 avril 2008 qui n'en revenait pas :

« ...pour envoyer «un signal aux marchés [...], ils ont "flushé" le Québec. [...] Alors que les revenus se chiffraient à 14 millions en 2002, ils étaient de 350 millions en 2006, puis de 850 millions l'an dernier, générant du coup 168 millions de profits. [...] pourquoi diable une entreprise en pleine croissance voudrait fermer une usine [...] les revenus du troisième trimestre, bien qu'ils aient carrément doublé en un an, risquent de décevoir les

analystes. Ceux-ci attendaient 258 millions, mais l'entreprise avait généré seulement 256 millions. De plus, leur dit-elle, les ventes de 2007 allaient finir autour de 820 millions, en deçà des 830 millions que prévoyaient certains analystes. »

Le capitalisme a toujours été une bicyclette qui doit rouler de plus en plus rapidement pour rester en équilibre, c'est-à-dire avoir un taux d'accélération (ou d'augmentation de la vitesse) positif et non décroissant. Pour que les profits puissent se réinvestir — loi de la concurrence oblige — le capitalisme nécessite lui aussi un taux de croissance positif qui ne décroît pas. À taux de profit constant, tel un ogre l'accumulation de capital ne cesse d'enfler et de générer de plus en plus de profits. [Mathématiquement, on dit que la dérivé première doit être positive et la dérivé seconde non négative.] Le capitalisme néolibéral n'a pas modifié cette loi d'airain du mouvement capitaliste. Cependant, il l'a porté à son paroxysme par la mécanique de l'endettement. Au profit de l'entrepreneur, il faut ajouter le profit de la finance qui en gruge une part de plus en plus importante.

[Notons qu'on peut concevoir une économie à croissance nulle qui puisse se développer grâce à des secteurs de la construction et des biens d'équipement à volume constant mais dont la productivité s'accroît, et accroît donc celle des secteurs de la consommation, si ces secteurs sont soutenus par un secteur de recherche-développement lui aussi à volume constant. Mais ce n'est plus là une économie capitaliste. Inutile d'ajouter que seule une telle économie pourrait être écologique si ses critères de développement sont basés sur la justice sociale et générationnelle. Cette condition nécessaire suppose d'englober l'économie dans le politique elle-même soumise à la démocratie participative, mélange de démocratie directe partout où c'est possible et de démocratie représentative avec rotation des mandats et droit de rappel. L'option bureaucratique, comme l'échec du « socialisme » du XX^{ie} siècle nous l'a appris, sert finalement de faire valoir au capitalisme dont elle prolonge la cruelle agonie tout en rivalisant de cruauté avec lui.]

Les partis politiques néolibéraux, c'est-à-dire tous ceux qui acceptent comme indépassable la loi de la concurrence, crient au « *capitalisme sauvage* » mais ce n'est que larmes de crocodiles... et un mot de trop. Finalement, les partis au pouvoir acceptent la décision de fermeture, à des mesures d'atténuation près et encore. L'opposition nationaliste ne réclame que des mesures de retardement, soit l'emploi de clauses de « sauvegarde » permises par l'OMC pour un maximum de cinq ans (Bloc québécois) ou de soutien financier à l'entreprise ou aux travailleuses congédiées en imitant... la générosité ontarienne (PQ). Quant à l'ADQ, il trouve « *le gouvernement libéral ne fait rien pour créer, au Québec, un contexte économique compétitif.* » sans doute en baissant plus encore l'impôt des entreprises et en étant encore plus anti-syndical.

Comme ils n'ont pas de députés impliqués, Libéraux fédéraux et NPD gardent le silence sauf un appui passif pour le NPD aux travailleuses de la Golden Brand sans toutefois se déplacer à la manifestation anti-fermeture du 19 avril contrairement au PQ, Bloc et Québec solidaire qui y avaient leurs bannière et/ou délégation. Cependant, pour défendre le capitalisme canadien contre la mainmise étasunienne sur l'entreprise de Vancouver fabricant le bras spatial canadien et les satellites Radarsat, le NPD ne tarit

pas de déclarations. Pour cette manifestation s'opposant à la fermeture s'étaient mobilisées essentiellement les travailleuses impliquées et leurs familles soutenues par quelques dizaines de militants politiques et une poignée seulement de syndiqués de la FTQ. Bien sûr, comme à l'habitude, aucune autre centrale syndicale n'était visible pas plus que les groupes populaires, étudiants et femmes... sauf quelques « Jeunes patriotes » proches du MNQ et du parti Indépendantiste. À chacun son silo pour laisser gouvernement et patronat écraser les luttes une à une. Après tout, l'exemple ne vient-il pas du dernier « Front commun » qui n'a jamais existé.

La direction de Québec solidaire se montre « scandalisée », exige de garder la manufacture Golden Brand ouverte et appelle au boycott de la chaîne des magasins Moores qui appartiennent au même propriétaire (Lettre à la direction de Golden Brand, *Journal de Rosemont*, 30/03/08). Appeler au boycott alors que le syndicat ne le fait pas à tort ou à raison, du moins pas encore, n'est ni respectueux de l'autonomie syndicale ni solidaire des travailleuses de ces magasins et même de la Golden Brand. L'arme du boycott n'est pas à utiliser à la légère puisqu'elle joue le jeu de la concurrence et doit donc recevoir l'assentiment très conscient des travailleuses concernées. Si la direction de Québec solidaire a fait cette erreur c'est qu'elle doit faire de la surenchère pour cacher l'inadéquation de sa nouvelle plate-forme sur la question des fermetures d'usines et autres lieux de travail, particulièrement par des entreprises rentables. Qu'on en juge :

Favoriser les coopératives de travailleurs et travailleuses qui décident de reprendre une entreprise lorsqu'elle ferme, lorsque ses activités sont « délocalisées » ou lorsque les propriétaires décident de la vendre.

Exiger le remboursement des prêts et des aides fiscales des entreprises qui « délocalisent » leurs activités.

Comme ni Golden Brand ni Crocs n'ont reçu de prêts et aides gouvernementaux spécifiques ne resterait que d'accepter les fermetures et d'inviter leurs travailleuses à s'organiser en coopératives de travail ! Il ne faut pas se surprendre d'une telle capitulation devant les transnationales, grandes ou petites. Dans son argumentaire lors des élections de mars 2007, la direction de Québec solidaire acceptait les fermetures d'entreprises. Qu'on en juge :

« D'abord, les entreprises qui peuvent partir le font déjà. Il s'agit surtout des entreprises du secteur primaire (ressources naturelles) et secondaire (transformation). Or, le Québec est surtout une économie tertiaire, c'est-à-dire de services à la population qui dans la majorité des cas ne peuvent pas se délocaliser (ex: les banques, les restaurants, les garderies, les salles de spectacles, etc.). »

On en revient pas d'une pareille capitulation. Non seulement, la direction de Québec solidaire accepte-t-elle la contrainte du marché mondial mais elle lui trouvait des vertus anti-inflationnistes :

« Actuellement, un autre élément viendrait prohiber une hausse démesurée des prix suite à une hausse de taxe. Il s'agit de la compétition internationale face à laquelle est placé le Québec depuis qu'il a adhéré à des traités de libre-échange et à des ententes commerciales qui abaissent les barrières tarifaires. »

La résurgence de l'inflation énergétique et alimentaire qui atteindra tôt ou tard le Canada va-t-elle inciter la direction de Québec solidaire à mettre la pédale douce sur la hausse des impôts qui n'est déjà pas audacieuse ?

Comme les partis néolibéraux, la direction de Québec solidaire accepte comme indépensable la loi de la concurrence. Elle se résigne à la contrainte du marché global auquel elle trouve même des vertus. Tout au plus veut-elle un statu-quo amélioré par une meilleure redistribution de la richesse et une politique plus verte... pâle sans moratoire des projets autoroutiers et des barrages. Ce social-libéralisme, qui peut toujours adoucir le capitalisme néolibéral en temps de croissance comme celle de la période 1992-2007 sera balayé par la crise majeure qui frappe à la porte. Rien de surprenant que la plate-forme que la direction de Québec solidaire a fait adopter au dernier congrès, faute d'une opposition anti-capitaliste conséquente qui la conteste, fait une vertu de l'hydroélectricité contre la lutte de la Fondation Rivière et celles des coalitions contre l'harnachement de la Rupert et de la Romaine.

Une position anticapitaliste contre la fermeture d'entreprises rentables ne peut être que leur interdiction sous peine de saisie partielle ou totale de leurs actifs pour les transformer en entreprises d'État gérés conjointement avec leurs travailleuses. [Abandonner un groupe de travailleuses désargentées et sans expérience de gestion à la voracité du marché serait pur cynisme.] S'ajoute la possibilité, tout à fait applicable à Golden Brand, à Crocs et à Cari-All, de fermer à ces entreprises partiellement ou totalement le marché québécois, un pensez-y bien en ces temps de début de crise économique. Avec les durs il faut être sans pitié.

Est-ce suicidaire comme le pense le commentateur du Devoir (*Perspectives – Capitalisme sauvage*, 21 avril) ?

« "L'entreprise ne nous appartient pas, on ne la nationalisera pas", a grogné la semaine dernière Raymond Bachand. Les pays d'Europe qui ont adopté des lois visant à rendre plus difficile la fermeture d'une usine n'ont généralement obtenu qu'une plus grande réticence des entreprises à ouvrir de nouvelles installations et à engager de nouveaux employés. » [question : pourquoi est-ce que c'est le ministre Libéral qui soulève l'enjeu de la nationalisation et non pas la direction de Québec solidaire ?]

La fuite des capitaux est déjà en marche depuis l'instauration de l'Accord de libre-échange Canada-ÉU (ALÉ) puis de l'Accord de libre-échange du nord de l'Amérique (ALÉNA) ? D'environ 1-2% du PIB canadien en 1980, les flux annuels de placements extérieurs de la bourgeoisie canadienne aux ÉU comptent désormais pour environ 4-5% du PIB. La tendance inverse est aussi vraie à un niveau légèrement supérieur, ce qui pose le problème du contrôle de l'économie canadienne et québécoise étant donné que la profondeur de l'économie canadienne n'est pas celle des ÉU et que les grandes banques canadiennes s'américanisent. Sans compter que l'écrasante majorité des ces investissements ne sont pas des investissements nouveaux créateurs d'emplois mais plutôt le prétexte à des « rationalisations »

Pour arrêter ces flux négatifs dans les deux sens, il faut une Banque du Québec qui contrôle les changes — ce que le Canada faisait jusqu'au début des années 50 — c'est-

à-dire l'indépendance que la direction de Québec solidaire noie dans le concept passe-partout de « souveraineté populaire » pour éviter un débat sur le sujet. Est-ce compatible avec l'ALÉNA ? Le Sommet des peuples d'avril 2001, tenu à Québec, avait dit non à la ZLÉA c'est-à-dire l'extension de l'ALÉNA aux Amériques. On s'attend à ce que la plate-forme de Québec solidaire soit l'héritière de cette décision, ce qu'elle n'est pas sauf aux Calendes grecques (« *Viser le remplacement des pactes libre-échangistes tels que l'ALÉNA ou la ZLÉA...* »).

Prôner « *des entreprises qui ont une conscience écologiste et sociale* », comme le fait le « Manifeste des solidaires » signé et initié par les actuels porte-parole de Québec solidaire, est le plus sûr moyen de se laisser rouler dans la farine par la nouvelle tactique du « *greenwashing* » (voir l'article de Louis-Gilles Francoeur dans le supplément Environnement du Devoir des 19/20 avril 2008) des transnationales et du discours vert à la mode de nos gouvernements. Pourquoi pas, prônées par le même commentateur du Devoir du 21 avril, la « vertu » aristotélicienne du bon tyran, ou la vision à long terme du renard dans le poulailler qui en effet a intérêt à entretenir un stock de poules, ou encore la collaboration patronale-syndicale qui nous a valu la catastrophique stratégie péquiste du « déficit zéro » et maintenant du « pacte de l'emploi » ? « *On ne veut pas détruire le capitalisme, on veut juste trouver des projets innovateurs pour créer une richesse qui n'irait pas au privé* » de dire le porte-parole de Québec solidaire (*La Tribune de Sherbrooke*, 31 janvier 2008). On connaît la fin de l'histoire de l'association du pot de fer et du pot de terre. L'ogre capitaliste exige la part du lion, c'est-à-dire de tout ce qui produit de la valeur. Resterait aux pauvres « l'économie sociale. » prônée par la direction de Québec solidaire.

Marc Bonhomme, 21 avril 2008